



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 17 du 17 avril 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 avril 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	312
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	312
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	312
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	312
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Valleroy du 15 avril 2009	312
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	312
Arrêté n° 09.BMSSE.23 du 17 avril 2009 chargeant M. Bernard BREYTON d'assurer l'intérim du poste de sous-préfet de l'arrondissement de Briey à compter du 18 avril 2009	312
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	315
Extrait de l'arrêté en date du 14 avril 2009 autorisant la modification de l'article 8 des statuts du syndicat scolaire des Quatre Communes.....	315
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	315
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	315
Service offre de soins de ville	315
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0285-09 du 1 ^{er} avril 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale enregistrée sous le n° 5 - Autorisation n° 54-24 - Autorisation n° 54-61	315
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0332-09 du 15 avril 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye.....	316
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	316
Agence nationale de l'habitat	316
Décision n° 2009/DDEA/HAB/010 du 15 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, délégué adjoint de l'Agence nationale de l'habitat dans le département de Meurthe et Moselle.....	316
Service agriculture, forêt, chasse	317
Extrait de l'arrêté du 14 avril 2009 autorisant la destruction de sangliers sur le territoire de Meurthe-et-Moselle pour la période du 15 avril au 15 mai 2009...	317

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Valleroy du 15 avril 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Valleroy tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Valleroy pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Valleroy, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
 - M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.
- Nancy, le 15 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté n° 09.BMSSE.23 du 17 avril 2009 chargeant M. Bernard BREYTON d'assurer l'intérim du poste de sous-préfet de l'arrondissement de Briey à compter du 18 avril 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de FONTAINEBLEAU ;

Considérant la vacance du poste de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à compter du 18 avril 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey

2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes.

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- 1) Délivrance des primata et duplicata :
 - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
 - de permis étrangers dont la conversion est possible
 - de permis internationaux
- 2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul
- 3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, cette délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Lakhdar BRAHIMI et Mme Annie LAVAUX, attachés.

Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à M. Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie CITERLE.

Article 10: En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Briey par intérim, les fonctions de sous-préfet de Briey sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. BREYTON et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. BREYTON est assurée par M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.17 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. RONSSIN, sous-préfet de Briey, est abrogé à compter du 18 avril 2009.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 14 avril 2009 autorisant la modification de l'article 8 des statuts du syndicat scolaire des Quatre Communes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETE

Article 1^{er} : La modification de l'article 8 des statuts du syndicat scolaire des Quatre Communes est autorisée comme suit :

« Article 8 : Les contributions des communes sont fixées au prorata du nombre d'élèves scolarisés et domiciliés dans chaque commune, y compris les élèves ayant fait l'objet d'une dérogation scolaire car le syndicat en assure le règlement aux communes extérieures. Le calcul de l'année de participation s'établira par rapport au total des participations des 4 communes l'année précédente divisé par le nombre d'élèves par commune. En cas d'augmentation du tarif par élève, suite à des charges complémentaires (construction de bâtiment, augmentation de charges de personnel, dépenses d'investissement...), le conseil syndical délibérera pour fixer le nouveau tarif par élève.

L'ensemble des contributions du budget doit pourvoir à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de la mission du syndicat, y compris les dépenses d'administration générale ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat scolaire des Quatre Communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 14 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service offre de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0285-09 du 1^{er} avril 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale enregistrée sous le n° 5 - Autorisation n° 54-24 - Autorisation n° 54-61

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la démission, au 31 mars 2009, de Monsieur Moncef ZANNAD de ses fonctions de président de la SELAS et de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 5 rue Jolain à Saint-Nicolas-de-Port ;

Considérant l'intégration, au 1^{er} avril 2009, de Monsieur Philippe WATRIN en qualité de président de ladite SELAS ;

Considérant l'intégration, au 1^{er} avril 2009, de Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN en qualité de directeur général au sein de ladite SELAS et de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 5 rue Jolain à Saint-Nicolas-de-Port ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 8 avril 1994 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « Les Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale ZANNAD-WATRIN » agréée sous le n° 5, est modifié comme suit à compter du 1^{er} avril 2009 :

Dénomination sociale : SELAS « LES LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE ZANNAD-WATRIN »

Siège social : 5 rue Jolain

54210 Saint-Nicolas-de-Port

Forme : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

5 rue Jolain

54210 Saint-Nicolas-de-Port

Autorisation n° 54-24

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

54 rue Gabriel Péri

54110 Dombasle-sur-Meurthe

Autorisation n° 54-61

Président : Monsieur Philippe WATRIN

Directeur Général : Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS « Les Laboratoires d'analyses de biologie médicale ZANNAD-WATRIN » ;
- Monsieur Moncef ZANNAD ;
- Groupement Strasbourgeois d'Avocats ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Saint-Nicolas-de-Port ;
- Monsieur le Maire de Dombasle-sur-Meurthe ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 1^{er} avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0332-09 du 15 avril 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la population municipale de la commune de Velaine-en-Haye où la création de l'officine de pharmacie est projetée, figurant dans le tableau consultable sur le site internet de l'institut national de la statistique et des études économiques (www.insee.fr), est de 1 525 habitants ;

Considérant qu'au terme de l'article L5125-11 du code de la santé publique, dans les communes dépourvues d'officine, l'ouverture d'une officine par voie de création ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins de 2 500 habitants depuis au moins deux ans à compter de la publication d'un recensement général de la population ;

Considérant qu'au vu des chiffres du dernier recensement publié, la commune de Velaine-en-Haye ne répond pas aux conditions minimum de population municipale permettant la création d'une officine de pharmacie ;

ARRETE

Article 1^{er} : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN est rejetée.

Article 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75700 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN et publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 15 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Agence nationale de l'habitat

Décision n° 2009/DDEA/HAB/010 du 15 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, délégué adjoint de l'Agence nationale de l'habitat dans le département de Meurthe et Moselle

M. Hugues PARANT, délégué de l'Anah dans le département de Meurthe et Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. Michel MARTY, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
- la notification des décisions ;
- la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du délégué de l'Agence et de M. Michel MARTY, délégataire désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, délégation est donnée à M. Karim MIKSA, chef de service habitat et Mme Brigitte BOULANGER, chef de l'unité Logement Privé Anah, aux fins de signer :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
- la notification des décisions ;
- la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du délégué de l'Agence et de M. Michel MARTY, délégataire désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, de M. Karim MIKSA et de Mme Brigitte BOULANGER désignés à l'article 2 ci-dessus, délégation est donnée à Mesdames Joëlle BEUCLAIR, Christine MAIRE, Marie-Claire PESTELARD, Christa WINGLER, Messieurs Sylvain DESSI, Gérard KREBS et Philippe NIEGER, instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 4 : Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L.321-4 et L.321-8 du CCH, délégation permanente est donnée à M. Michel MARTY, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

1) pour les territoires hors délégation de compétence : toutes les conventions concernant des logements situés dans le ressort territorial de la délégation locale de l'Anah, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'Anah (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

2) pour les territoires en délégation de compétence : les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

3) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L.321-4 ou L.321-8 du CCH.

4) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R.321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

5) le cas échéant, tous actes relatifs aux sanctions, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement du délégué de l'Agence et de M. Michel MARTY, délégataire désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, délégation est donnée à M. Karim MIKSA et Mme Brigitte BOULANGER désignés à l'article 2 ci-dessus, aux fins de signer les documents visés à l'article 4 de la présente décision.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement du délégué de l'Agence et de M. Michel MARTY, délégataire désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, ou de M. Karim MIKSA et de Mme Brigitte BOULANGER désignés à l'article 2 ci-dessus, délégation est donnée à Mesdames Joëlle BEUCLAIR, Christine MAIRE, Marie-Claire PESTELARD, Christa WINGLER, Messieurs Sylvain DESSI, Gérard KREBS et Philippe NIEGER, instructeurs, aux fins de signer les seuls documents visés aux points 3 et 4 de l'article 4 de la présente décision.

Article 7 : La présente décision prend effet à compter du 15 avril 2009.

Article 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe et Moselle ;
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
- à Mme la Directrice Générale de l'Anah ;
- à M. l'Agent Comptable ;
- à M. le Directeur de l'Action Territoriale ;
- aux intéressés.

Article 9 : La présente décision devra faire l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 avril 2009

Le délégué de l'Agence,
Hugues PARANT

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté du 14 avril 2009 autorisant la destruction de sangliers sur le territoire de Meurthe-et-Moselle pour la période du 15 avril au 15 mai 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;

ARRETE

Article 1^{er} - Exceptionnellement, tous les lieutenants de loupeterie du département sont chargés de détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département du 15 avril au 15 mai 2009.

Article 2 - La destruction pourra se réaliser par arme à feu autorisée, en tir de nuit, à l'aide de sources lumineuses.

Article 3 - Pendant cette période, les lieutenants de loupeterie interviendront sur demande express des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 - Avant chaque sortie le lieutenant de loupeterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 - Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture avant le 31 mai 2009 par chaque loupetier.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul ainsi que tous les lieutenants de loupeteries sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de loupeterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs 54, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint de l'équipement et de l'agriculture,
Yves ROYER

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 14 avril 2009

Groupement des lieutenants de louveterie de Meurthe-et-Moselle

Président : Patrick MASSENET- Tél. 06 12 77 77 53

Président d'honneur : Francis CHOLLOT - Tél. 06 81 62 03 69

Noms des louvetiers	Unités & Massifs	Portable
LAURENT Claude	1 - 2 (1-2 et 3)	06 07 53 66 52
BOUVET Marc	3 - 4 (4A et 4B)	06 09 82 79 96
CHOLLOT Pascal	5 (5 et 7)	06 72 22 98 40
BOURGAU Pierre	6 (8B et 9B)	06 20 33 44 27
LORRAIN Noël	6 (6-8A et 9A)	06 85 91 16 59
KOENIG Bernard	7 (10 - 11A et 11B)	06 83 28 42 37
GENAY Francis	8 (12 et 23)	06 11 11 03 29
KIERREN Philippe	9 (13 et 14)	06 08 73 09 81
MASSENET Patrick	10 - 11 (15-16-17 et 19)	06 12 77 77 53
GROSDIDIER Gilles	12 (18-20 et 21)	06 11 40 04 00
CANTENEUR Bruno	13 (22-29-31A-31B-32A et 32B)	06 24 29 11 31
SIMOUTRE Jean Pierre	14 - 16 (24-25 et 30)	06 08 42 52 58
DIMEY Alain	15 (partie) (26 et 28)	06 85 41 03 92
SEYER Jean-Louis	15 (partie) (27)	06 82 06 79 32

